

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE
ud-da.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Valence, le 2 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

EURECAT FRANCE

Zone Industrielle Jean Jaurès
07800 La Voulte-sur-Rhône

Références : 20251124-RAP-DAEN1241
Code AIOT : 0006102464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement EURECAT FRANCE implanté Zone Industrielle Jean Jaurès 121 Avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône.

L'inspection a eu lieu dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées relative aux premières heures suivant une perte d'utilité (électricité notamment) sur un site industriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURECAT FRANCE
- Zone Industrielle Jean Jaurès 121 Avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102464 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

L'établissement EURECAT exploite, sur la commune de La Voulte-sur-Rhône, des installations de traitement de catalyseurs de l'industrie du raffinage du pétrole en vue soit de leur régénération avant remise à leur propriétaire, soit de leur valorisation ultérieure pour récupération des métaux. La société EURECAT effectue également la pré-sulfuration et le pré-conditionnement de catalyseurs neufs ou régénérés.

Le site régénère environ 7000 tonnes de catalyseurs par an.

Le site est classé SEVESO seuil haut depuis 2011. Le site est également autorisé, depuis fin 2024, à stocker des déchets secs de fabrication de batteries.

L'effectif sur le site est de 150 personnes (y compris siège de la société).

Thèmes de l'inspection : AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	6 Mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	6 Mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	6 Mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Le risque de perte d'utilités (électricité, fluides, communications) a été bien pris en compte par l'exploitant au travers notamment des fiches "opérateurs" destinées à assurer les vérifications nécessaires et garantir la sécurité des installations dans ces situations particulières. Les procédures de l'établissement devront cependant être complétées pour assurer notamment l'alerte des ateliers en cas de perte générale de l'alimentation électrique et prendre en compte une perte d'alimentation électrique longue (au-delà des autonomies des onduleurs et batteries de secours présents sur le site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'alimentation électrique du site est assurée par deux arrivées distinctes, l'une au Nord du site (bâtiment Porcher puis transformateur Jinwang et transformateur général) et l'autre au Sud (Moulin de la chaume puis transformateur général). Le réseau d'air comprimé du site est alimenté par deux compresseurs électriques fonctionnant en alternance tous les 15 jours (un en fonctionnement, l'autre en secours) dans un local dédié. La vapeur utilisée dans le process SULFICAT est alimentée par une chaudière au gaz naturel très peu utilisée dans l'année. Le gaz naturel est alimenté sur le poste GDF 12 bar enterré puis détendu à 4 bar pour le site. L'azote, qui sert à l'inertage de plusieurs process, est stocké dans deux cuves LINDE de 50 m ³ suivies à distance par LINDE qui déclenche les approvisionnements nécessaires (dizaine de citernes routières par mois). L'eau du site provient de 3 forages et 2 pompes situés à Beauchastel (à 3 km). Une bascule sur le réseau d'eau de ville existe si les forages sont inopérants. L'eau incendie provient uniquement des poteaux d'eau de ville présents sur le site et sur lesquels les pompiers peuvent se connecter. Les moyens de communication comprennent le réseau de téléphonie du site ainsi qu'un module GSM de suivi à distance par LINDE des deux cuves d'azote.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'existe pas de procédure générale à l'échelle de l'établissement définissant les conditions et modalité d'exploitation des installations en cas de perte d'utilité. L'étude de dangers de l'établissement décrit toutefois les scénarios de perte d'utilités ainsi que les éventuels phénomènes dangereux générés par ces déclenchements.</p> <p>En cas de perte d'alimentation électrique générale, les installations s'arrêtent automatiquement (arrêt des fours et de leur alimentation), le gaz se coupe (électrovannes), les laveurs de gaz s'arrêtent également, les unités gardent leur encours. Il n'existe pas d'alerte particulière sur le site pour prévenir le personnel d'une perte d'alimentation électrique. Selon l'exploitant, la perte d'alimentation serait détectée par les opérateurs par l'arrêt des machines, l'absence de bruit et les différentes alarmes sur les ordinateurs de supervision des ateliers secourus par onduleurs. De même, l'exploitant n'a pas caractérisé les impacts environnementaux et risques induits par les encours présents dans les installations (bouffées, événements, rejets diffus...)</p> <p>Concernant les autres utilités, l'ensemble des réseaux se met en repli par sécurité (exemple : fermeture des électrovannes pour le gaz naturel). Le réseau d'azote reste quant à lui en position "normalement ouverte" avec la pression nécessaire permettant de garder l'inertage des équipements concernés.</p> <p>Le directeur de l'établissement assure le contact d'ENEDIS en cas de coupure électrique pour être informé de la durée d'indisponibilité du réseau électrique. Les dernières coupures électriques enregistrées sur le site ont duré quelques minutes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit définir une procédure générale encadrant, au niveau de l'établissement, les cas de perte d'utilité : déclenchement, alerte des opérateurs, mise à l'arrêt, suivi pendant une durée prévisionnelle de l'ordre de 48 heures d'indisponibilité. Dans le cadre de cette procédure, l'exploitant définira si une alerte spécifique des opérateurs en cas de coupure d'alimentation électrique est nécessaire.</p> <p>L'impact d'une perte des réseaux de communication sur le suivi GSM des réserves d'azote devra être précisé avec notamment un mode opératoire partagé avec le fournisseur concernant le suivi du niveau d'azote.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit caractériser l'impact environnemental et les risques induits par les encours de production (évacuation des bouffées d'encours, événements, vidanges...) en cas de coupure électrique dans les différents ateliers de production.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Les détecteurs du site (détecteur de pression haute PSH par exemple), notamment ceux concourant à la maîtrise des risques de l'établissement, sont secourus par des onduleurs présents dans chaque atelier, assurant une autonomie d'environ 30 minutes. Les conditions de repli et de mise en sécurité de chaque MMR sont définies dans l'étude de dangers du site (par exemple : fermeture des vannes par manque d'électricité).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;- l'obligation du “ permis d'intervention ” prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé des procédures opérateurs pour plusieurs ateliers en cas de perte d'utilité. Par sondage les inspecteurs ont consulté les procédures rédigées pour les ateliers Régé 2, 3100 et ELINO. Celles-ci comprennent :</p>

- des opérations à réaliser : éclairage, activation des boutons d'arrêt d'urgence, ouverture de portes, de trappes...
- des vérifications : positions de repli (fermetures ou ouvertures automatiques de vannes),
- des actions de surveillance dans le temps : surveillance des détecteurs de sécurité (exemple : fuite d'hydrogène, fuite d'hydrocarbures...)

Les inspecteurs ont noté que certains ateliers ne disposent pas encore de fiche de ce type. De même, aucun exercice n'a été réalisé portant sur le suivi de ces procédures et la réalisation des actions qui y sont décrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les fiches de mise en sécurité en cas de perte d'utilité doivent être complétées et validées pour l'ensemble des ateliers de l'établissement.

Elles seront rattachées à la procédure générale telle que demandée au point de contrôle n°2. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour former les opérateurs à ces fiches et tester l'organisation mise en place au cours d'un prochain exercice POI.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois


N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les procédures opérateurs en cas de perte d'utilité (mentionnées au point de contrôle n°4) ne sont pas temporisées. En particulier, rien n'est prévu aujourd'hui au-delà :</p> <ul style="list-style-type: none">• de 30 minutes de perte d'alimentation électrique (autonomie des onduleurs secourant les détecteurs de sécurité et la DCS),• de 12 heures de perte d'alimentation électrique (autonomie de la centrale incendie). <p>L'exploitant a toutefois indiqué que des rondes à une fréquence renforcée seraient réalisées en cas de perte de la centrale incendie sans toutefois préciser ni la fréquence ni la nature de ces rondes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires afin de garantir la mise en sécurité des installations au-delà des autonomies prévues pour les équipements de secours (onduleurs des ateliers et batterie de la centrale incendie). Les procédures opérateurs sont complétées en ce sens, l'exploitant détaillant notamment les installations et zones sensibles de l'établissement méritant, sur le long terme, une surveillance renforcée ou spécifique.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois


N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.
Constats : Le système de suivi des installations (DCS) est secouru par les onduleurs présents dans chaque atelier (cf. point de contrôle n°3). De même, la centrale incendie est alimentée par une batterie de secours (alimentation secondaire) assurant une autonomie de 12 heures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
Constats : Sans objet, les mesures de maîtrise des risques présentes dans l'établissement sont mises automatiquement en position de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Maintenance et test
Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.
Constats : La surveillance périodique de l'ensemble des onduleurs du site et de la centrale incendie rentre dans le plan de surveillance de l'établissement. Les inspecteurs ont consulté les derniers rapports de vérification des onduleurs (par sondage) et de la centrale incendie. Concernant la centrale incendie, le rapport réalisé en janvier 2024 ne présente pas de non-conformité. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport du contrôle annuel réalisé en janvier 2025. Concernant les onduleurs, les inspecteurs ont consulté par sondage les contrôles réalisés sur le four ELINO. Le dernier rapport du contrôle du 29/07/2025 présente un test de tenue de la batterie sur 5 minutes, inférieur à la durée d'autonomie de la batterie indiquée à 24 minutes. De plus, le rapport préconise un remplacement de la batterie sans que l'exploitant n'ait pu présenter de bon de commande pour ce changement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que le test de tenue de la charge réalisé sur les batteries des onduleurs pendant 5 minutes est représentatif de la tenue des batteries pendant toute l'autonomie affichée (24 minutes pour la batterie de l'onduleur ELINO). De plus, l'exploitant transmet le justificatif de la commande d'une nouvelle batterie en remplacement de celle présente dans l'onduleur ELINO. Enfin, l'exploitant doit transmettre également le rapport du contrôle annuel 2025 de la centrale incendie accompagné, le cas échéant, d'un plan d'action visant à lever les non-conformités qui seraient identifiées dans le rapport.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en conformité
Prescription contrôlée : Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
Constats : Sans objet, l'exploitant n'a pas défini de travaux de mise en conformité au titre de l'article 56 de l'arrêté ministériel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :